

Iran

Soulèvements et résistance contre un régime d'exécutions et de massacres



Colloque à la Maison de la Chimie à Paris

11 octobre 2023



Comité parlementaire pour un Iran démocratique



De g. à dr. : le député Jérémie Jordanoff, le député Philippe Fait, Dominique Attias, le député André Chassaigne, Maryam Radjavi, Emile Blessig, Aude de Thuin, Jean-François Legaret et Tabar Boumedra.

Le Comité parlementaire pour un Iran démocratique qui réunit depuis plus de trois législatures des dizaines de députés de sensibilités politiques différentes au sein de la représentation nationale, a organisé ce mercredi 11 octobre un colloque à l'occasion de la Journée internationale contre la peine de mort.

Cette occasion coïncide de peu avec le premier anniversaire du soulèvement national en Iran contre la dictature religieuse, déclenché à la suite de la mort tragique de la jeune kurde Jina Mahsa Amini par la police des mœurs pour un voile mal ajusté.

Les actes de courage et de bravoure des femmes et jeunes iraniens ont suscité l'admiration de monde entier. Malgré la répression terrible, les exécutions de manifestants relayées dans les médias officiels, les nombreux cas de peine de mort prononcés et plus de 750 femmes, hommes, enfants massacrés dans la rue, tous les observateurs sont unanimes pour qualifier la situation intérieure du pays de « brasier sous la cendre ». En effet, aucune des causes profondes socio-économique à l'origine de ces insurrections populaires qui ont secoué le pouvoir en place, n'ont pas trouvé de solution dans les mesures entreprises par les autorités responsables. Par contre, on a assisté à un durcissement de la politique répressive par une nette recrudescence du nombre des exécutions en 2023 selon les rapports de l'ONU.

Par ailleurs, le régime iranien a persisté dans sa politique belliqueuse d'exportation de crise au Proche-Orient, afin d'éclipser sa fragilité intérieure devant la colère grandissante de son peuple qui réclame un changement de régime.

« Malgré les exécutions annoncées, la répression accrue et un dispositif de sécurité serré, les unités de résistance de l'OMPI (organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran) la force principale de l'opposition et la seule ayant la capacité d'organiser des unités sur le terrain, ont lancé 414 actions contre le mur de la répression pour marquer l'anniversaire du soulèvement à Téhéran et dans 40 villes. De plus, les jeunes de dizaines de villes ont surmonté ce climat de terreur pour

Khamenei et Raïssi veulent transformer le soulèvement du peuple iranien en un conflit extérieur entre juifs et musulmans. Avec le massacre des innocents et des civils, ils cherchent un bouclier pour contenir le soulèvement et échapper au

lancer des protestations, témoignant ainsi de l'état explosif de la société dont la moindre étincelle peut servir de détonateur», a déclaré **André Chassaigne**, vice-président du CPID, à l'ouverture de la conférence.

L'invitée de ce colloque dont le calendrier a coïncidé avec une nouvelle escalade dans le conflit israélo-palestinien et l'embrassement d'une guerre au Proche-Orient, était la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, **Maryam Radjavi** qui a déclaré : « aujourd'hui, Khamenei et Raïssi veulent transformer le soulèvement du peuple iranien contre le fascisme religieux, en un conflit extérieur entre juifs et musulmans. Avec le massacre des innocents et des civils, ils cherchent un bouclier et un prétexte pour contenir le soulèvement, rester au pouvoir et échapper au renversement. La seule voie pour obtenir la paix au Moyen-Orient et la fin de la guerre et du terrorisme, c'est le renversement du fascisme religieux en Iran. Une politique correcte est de s'opposer au régime des mollahs qui est la source principale du terrorisme et du bellicisme. »

Des juristes et experts de la société civile, dans le domaine de la peine de mort ou de la défense des droits des femmes, ont participé à ce colloque pour enrichir le débat ; parmi lesquels : **Me Dominique Attias**, présidente du conseil d'administration de la Fondation des avocats européens et ancienne vice-bâtonnière de l'Ordre des avocats à la cour d'appel de

Paris ; **Tahar Boumedra**, juriste, ancien Représentant du Secrétaire Générale de l'ONU pour les Droits de l'Homme en Irak ; ancien directeur régional de l'ONG Penal Reform International ; **Aude de Thuin**, Fondatrice du Women's Forum et du Women in Africa.

Ces personnalités ont précisé au cours de leurs interventions que :

- La peine de mort est une arme de répression massive en Iran.

- Au cours du premier semestre 2023 le rythme des exécutions en Iran a connu une hausse de 36 % par rapport à 2022.

- L'Iran a exécuté entre aout 2021 et aout 2023, 1.275 personnes et le rythme ne ralentit pas.

- Depuis des années, l'Iran a le triste privilège, après la Chine, d'être le pays qui exécute le plus au monde. L'Iran détient également le record mondial d'exécutions de femmes

- Le « maître d'œuvre » de ces exécutions, celui qui est à la tête de l'Etat iranien , Ebrahim Raïssi , « le bourreau », déjà à la manœuvre lors des massacres de l'été 1988 où 30.000 prisonniers politiques ont exécutés après des simulacres de procès expéditifs.

- Il existe un lien étroit entre abolitionnisme et démocratie moderne, raison pour laquelle Maryam Radjavi depuis 2006 , dans son plan en 10 points prône inlassablement l'abolition de la peine de mort en Iran.

Philippe Gosselin, également vice-président du CPID, a mis l'accent sur les machinations du régime iranien à l'extérieur de ses frontières afin de ternir l'image de l'opposition organisée et à l'encontre de l'action des parlementaires soutenant la Résistance iranienne : « Mais comme la répression continue et même s'intensifie en Iran, la diabolisation des vrais opposants aux mollahs est suivie dans les pays occidentaux avec vigueur. Des voix suspectées de liens avec le régime des mollahs, aussi faible soient-elles, sont levées même contre le CPID qui a une longue histoire de soutiens multiples et transpartisanes au sein de la représentation nationale. Cela montre que nous sommes sur la bonne voie, particulièrement depuis que le CPID a obtenu les signatures d'une majorité de députés en juin dernier. Mais cela fait partie d'une plus grande opération de séduction visant les parlements en Europe et aux Etats-Unis en même

temps que diaboliser l'opposition principale.

On vient d'apprendre, selon des médias crédibles aux Etats-Unis, que de hauts fonctionnaires du ministère iranien des affaires étrangères, ont lancé une opération secrète consistant à établir des liens avec des universitaires influents à l'étranger, afin d'assurer la propagation des récits et des objectifs du régime iranien dans les cercles politiques internationaux et les médias. »

Le député honoraire d'Alsace, **Emile Blessig**, président du Groupe des anciens députés de l'Assemblée nationale et co-fondateur du CPID en 2008 a déclaré : « Les responsables politiques, les fonctionnaires iraniens et tortionnaires de tout genre, responsables des violations des droits humains et de crimes contre l'humanité doivent savoir qu'ils seront traduits en justice et particulièrement les gardiens de la révolution islamique. Dans un environnement international de plus en plus inquiétant et angoissant, l'Iran des mollahs joue un rôle majeur de déstabilisation et représente une grave menace pour la paix. »

Selon **Jean François Legaret**, ancien maire de Paris 1er et Président de la Fondation d'Etudes pour le Moyen Orient (FEMO) qui suit les activités du CPID depuis plus d'une décennie :

« Quand cette arme de peine de mort s'est avérée inefficace, l'arme de substitution a été la guerre psychologique et la diabolisation de l'opposition principale. » Il a notamment révélé lors de son intervention que : « Le 7 mai 2023, un groupe cybernétique iranien appelé « Ghiam ta Sarnegouni » (« soulèvement jusqu'au renversement [du régime] ») a annoncé avoir pris le contrôle de 210 sites internet, applications logicielles, serveurs, banques de données et autres éléments du ministère iranien des Affaires étrangères du régime. En conséquence, des dizaines de milliers de documents ont été confisqués par le groupe, dont certains ont déjà été publiés sur Internet, avec un large écho médiatique.

L'un des documents que le groupe cybernétique a obtenu est un rapport de la « commission politique du ministère iranien des Affaires étrangères » détaillant les efforts pour discréditer la Résistance iranienne. Le document se penche sur les méthodes et la stratégie pour discréditer l'OMPI et contre-carrer ses activités ».



Le député André Chassigne, président du groupe GDR, vice-président du CPID



La députée Cécile Rilhac, présidente du CPID, et Maryam Radjavi, présidente élue du CNRI



Le député Philippe Gosselin, vice-président du CPID

Les mêmes méthodes sont mises à l'épreuve selon M. Legaret à l'encontre du CPID qui a nettement progressé et entré dans le paysage de l'Assemblée nationale ces 15 dernières années. Il a précisé à l'adresse des membres du CPID: « votre Comité parlementaire pour un Iran démocratique se félicite d'avoir initié une déclaration soutenant le peuple iranien dans sa lutte pour une République laïque et démocratique. Cette déclaration a été signée par 296 députés et sénateurs de différentes sensibilités politiques, ce qui montre un large soutien en faveur du changement. C'est une fierté d'avoir parmi les signataires, des présidents de groupes politiques, des secrétaires généraux de partis politiques et des présidents de commissions devenus à ce jour secrétaire d'Etat, et plusieurs anciens ministres. »

Le feu de la révolution couve en Iran malgré les exécutions, la torture, les menaces, les violences, les intimidations. Je dirais même, que les femmes iraniennes sont le « brasiers sous les cendres » !

La Présidente du CPID, Cécile Rilhac a dit à ce propos: « nos avancées et nos progrès ont suscité des réactions de la part de ceux qui préfèrent la complaisance envers le régime des mollahs ou qui souhaitent un retour à l'ancienne dictature. » Avant de clôturer la conférence en déclarant : « Les actes de courage et de bravoure des femmes et jeunes iraniens ont suscité l'admiration de monde entier. Les femmes iraniennes ont joué un rôle crucial dans cette lutte. Leur esprit combatif et leur dévouement remarquable sont le fruit de 4 décennies de résistance face à l'oppression. Elles ont montré une détermination sans faille malgré les difficultés et les répressions auxquelles elles sont confrontées quotidiennement. Le feu de la révolution couve en Iran malgré les exécutions, la torture, les menaces, les violences, les intimidations. Je dirais même, que les femmes iraniennes sont le « brasier sous les cendres » !



Les députés Gérard Leseul (à dr.), Jérémie Jordanoff et Jérôme Buisson au premier rang.



Les députés Vincent Descoeurs (à dr.) et Pierre Vatin.



Le député Eric Martineau (en bleu), Jean-François Legaret, Gérard Lauton, Tabar Boumedra et Mohammad Mohadessine, président de la Commission des Affaires étrangères du CNRI.



La députée Marietta Karamanli



La députée Sylvie Ferrer



Jacques Boutault



Gérard Lauton



Jean-François Legaret Aude de Thuin

